



Nations Unies

Assemblée générale

AG/11425

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-huitième

8^e - 9^e & 10^e séances plénières

matin - après-midi & soir

LES DÉFIS DES PETITS ÉTATS INSULAIRES ET DE L'AFRIQUE, CONTINENT EN PLEIN ESSOR MALGRÉ LES CONFLITS, DOMINENT LE DEUXIÈME JOUR DU DÉBAT GÉNÉRAL

L'Assemblée générale a entendu, au deuxième jour de son débat général, une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, dont plusieurs de pays africains, qui ont mis au cœur de leurs interventions les défis auxquels fait face l'Afrique mais aussi les espoirs que le continent a récemment enregistrés.

Alarmés par le conflit qui déchire la République démocratique du Congo et les menaces terroristes, dont le Kenya est la dernière victime en date, les dirigeants africains ont tenu à afficher un optimisme résolu en soulignant la reconstruction en cours au Mali, les progrès politiques et le développement économique du continent.

Un ton qui a contrasté avec celui des délégations des petits États insulaires, telles que Fidji, les États fédérés de Micronésie ou les Palaos, qui ont insisté sur la menace que font peser sur eux les changements climatiques.

« Le XXI^e siècle sera le siècle de l'Afrique si nous harmonisons nos efforts pour maintenir et accélérer la croissance économique », a déclaré le Premier Ministre de l'Éthiopie, M. Hailemariam Dessalegn, qui s'exprimait en sa qualité de Président de l'Union africaine. S'appuyant sur la baisse du nombre des conflits et la meilleure gouvernance, il s'est dit convaincu qu'une « renaissance africaine » était possible.

Cette conviction a été partagée par le Président de la Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, qui a indiqué que dans son pays, en proie jusqu'à une date récente à de graves troubles, la réconciliation nationale et le dialogue politique se poursuivaient dans un climat apaisé. Même son de cloche du côté d'Ali Zeidan, Premier Ministre de la Libye, qui a déclaré que le peuple libyen avait fait un pas en direction d'un État démocratique moderne en réussissant les élections du 7 juillet 2012 et la formation d'un Congrès national.

Le Président de Madagascar, M. Andry Nirina Rajoelina, a, quant à lui, profité de ce débat pour annoncer qu'il ne serait pas candidat à la prochaine élection présidentielle.

Le Président du Sénégal, M. Macky Sall, a préféré insister sur « l'ampleur saisissante des défis » qui subsistent malgré les progrès réalisés après plus d'une décennie de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

« Sans un minimum de conditions pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, tout développement est hypothétique », a déclaré le Président de la République démocratique du Congo, M. Joseph Kabila, en jugeant inacceptable que la rupture de la paix soit le fait d'une agression extérieure.

Narrant « la triste histoire de son pays », il a fait remarquer que les populations congolaises de l'est du pays sont privées de la paix et « n'arrêtent pas de compter les morts » depuis qu'elles ont accueilli des réfugiés originaires du Rwanda.

Si les délégations ont été nombreuses à pointer la menace terroriste qui pèse en Afrique, en particulier dans la région du Sahel, elles se sont dans le même temps félicitées, à l'instar du Président du Burkina Faso, M. Blaise Compaoré, de l'amélioration de la situation au Mali grâce au déploiement de la Mission des Nations Unies et à la tenue effective d'élection présidentielle.

Le Conseil de sécurité doit adopter une résolution ferme prévoyant des modalités d'appui logistique et financier à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), a défendu, pour sa part, le Président du Tchad, M. Idriss Deby Itno.

« Les petits États insulaires, qui contribuent peu au réchauffement climatique, souffrent le plus de son impact », a pour sa part déploré le Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, M. Winston Baldwin Spencer, alors que son homologue de Fidji, M. Josaia Voreqe Bainimarama, a insisté sur les pertes économiques importantes à la suite de catastrophes naturelles.

Concernant le programme de développement pour l'après-2015, qui est au cœur de cette soixante-huitième session, le Président et Chef du Gouvernement des États fédérés de Micronésie, M. Emanuel Mori, a demandé d'établir un objectif de développement durable qui soit spécifique à la gestion durable et responsable des océans.

Le Président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, s'est également voulu optimiste en déclarant que la zone euro était dans une bien meilleure situation financière qu'il y a un an et que la menace existentielle qui pesait sur l'euro avait disparu. « Nous ne nous désengagerons pas de nos responsabilités dans le monde », a-t-il lancé, en soulignant, à propos de la Syrie, que la réconciliation était la tâche la plus ardue.

Le Président de la Géorgie, M. Mikheil Saakashvili, a pour sa part regretté que l'intégration européenne et euro-atlantique exigeait autant d'efforts, tout en s'inquiétant des risques de voir certains pays y renoncer en raison des pressions de plus en plus fortes qu'ils subissent. « Les militaires russes continuent d'avancer leurs positions et remettent en question la stabilité même de notre pays », a-t-il prévenu.

Suite du débat général

M. TOOMAS HENDRIK ILVES, Président de l'Estonie, a déclaré que le conflit en Syrie était actuellement la situation la plus instable dans le monde. « L'utilisation d'armes chimiques est inacceptable et exige une condamnation ferme et sans équivoque », a-t-il affirmé avant d'insister sur l'urgence d'assurer la destruction de ces armes dans les meilleurs délais. C'est pourquoi, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Conseil de sécurité doivent trouver un accord sur des termes juridiquement contraignants, de préférence en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, sans plus attendre. En ce qui concerne le conflit syrien en général, M. Ilves a regretté qu'il soit difficile, à ce stade, de trouver rapidement une solution. Cela ne doit pas pour autant ignorer la situation humanitaire tragique dans le pays et venir en aide à la population civile. Il est également revenu sur les résultats de la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme qui montrent que des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ainsi que des violations des droits de l'homme systématiques ont bien été commis en Syrie. L'Estonie, a rappelé son Président, s'était jointe, en janvier dernier, à l'Initiative de la Suisse qui demandait au Conseil de sécurité de déférer la situation en Syrie devant la Cour pénale internationale (CPI), sur la base du

principe de protéger les civils qui confère à la communauté internationale le droit d'intervenir lorsqu'un gouvernement n'agit pas.

Le Président de l'Estonie a évoqué la crise au Mali où des élections présidentielles ont pu avoir lieu dans un climat pacifique et transparent, ouvrant ainsi la voie à l'instauration d'un avenir plus prometteur. Pour M. Ilves, la situation en Afghanistan est également prometteuse. L'Estonie soutient l'idée que la responsabilisation et l'appropriation permettent aux Afghans de devenir maîtres de leur destin. La communauté internationale doit rester aux côtés des Afghans pour que ces efforts puissent porter leurs fruits, a-t-il averti, en assurant l'Afghanistan du soutien continu de son pays.

Passant aux conflits de plus longue durée, le Président estonien a demandé à la communauté internationale de ne pas perdre de vue la situation de Nagorno-Karabakh ainsi que celles de la Géorgie et de la Moldavie car, a-t-il prévenu, sans la volonté des parties, il ne sera pas possible d'y trouver des solutions durables.

Pour M. Ilves, la vocation première du programme de développement pour l'après-2015 devrait être de transformer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en objectifs de développement durable. « Les OMD étaient axés davantage sur les plus démunis et les groupes les plus exclus », a-t-il noté. À l'avenir, il faudrait trouver un accord sur un ensemble d'objectifs de développement concrets et mesurables ancrés dans les trois piliers du développement durable et qui auraient pour centre l'éradication de la pauvreté. Tous les pays devraient être en mesure de les appliquer et de les atteindre, a-t-il poursuivi, en insistant en particulier sur le rôle des femmes et des filles qui sont les vecteurs les plus puissants du développement dans de nombreuses sociétés. Si elles ne peuvent bénéficier pleinement d'une éducation, d'un emploi décent et de services de santé adéquats, cela reviendrait à dénigrer le potentiel de la moitié de l'humanité, a-t-il souligné. Dans cet esprit, il a mis en exergue le rôle important que l'aide au développement doit continuer à jouer dans de nombreux pays, tout en évitant qu'elle vienne concurrencer les flux d'investissements privés internationaux et les ressources mobilisables au plan domestique. M. Ilves préconise par conséquent davantage de synergies entre les différentes sources de financement, de meilleures politiques et une appropriation nationale forte de ces politiques. L'autre vecteur du développement durable est, selon lui, d'établir des politiques inclusives et responsables dans le domaine économique. Il a ainsi souligné le rôle des nouvelles technologies de l'information qui contribuent souvent à une meilleure gouvernance. Toutefois, il faudrait se pencher sur la question de la sécurité cybernétique et de la liberté d'utilisation d'Internet qui sont intrinsèquement liées, a soutenu le Président de l'Estonie, en appelant à la mise en place d'un mécanisme de gouvernance d'Internet qui soit régi par le droit international.

M. RICARDO MARTINELLI BERROCAL, Président du Panama, a déclaré que le programme de développement pour l'après-2015 devrait être « au service des peuples et de la planète ». Le Panama a soumis trois rapports nationaux sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui montrent la priorité accordée à la question de la pauvreté. Le Panama a reçu l'« Americas Award 2012 » parmi un groupe de 17 pays pour ses efforts visant à réduire l'extrême pauvreté et la faim. De même, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a reconnu qu'il avait atteint l'objectif de réduire de moitié la malnutrition.

Les questions liées aux conflits, les effets de la violence sur le développement mondial et le rôle de l'état de droit n'ont pas été pris en considération dans les OMD, a fait remarquer M. Berrocal. Il a rappelé que le programme de développement pour l'après-2015 devrait être axé sur le développement durable au sens large et ne laisser personne de côté. L'objectif doit être aujourd'hui d'éradiquer l'extrême pauvreté. La promotion et la protection des droits de l'homme universels doit aussi faire partie intégrale de ce programme. Prônant un « nouvel esprit de responsabilité mutuelle », le Président du Panama a estimé que le succès du programme dépendra de l'appui du G-20, du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Par ailleurs, M. Berrocal a regretté que le Nicaragua n'ait pas consulté le Panama avant de formuler une requête auprès de la Commission des limites du plateau continental de la Convention des

Nations Unies sur le droit de la mer pour étendre son plateau continental au-delà de la limite de 200 milles marins. Cette requête empiète sur l'espace maritime du Panama et va à l'encontre de ses accords avec les pays voisins. Par conséquent, le Panama se voit dans l'obligation de « rejeter catégoriquement » la demande faite par le Nicaragua. Le Président a toutefois espéré que ce différend pourra bientôt être conclu de façon positive.

M. Berrocal est ensuite revenu sur l'incident du navire de la marine marchande nord-coréenne qui est arrêté à Panama depuis le mois de juillet dernier. Les autorités panaméennes ont arraisonné ce navire qui transportait dans le Canal de Panama du matériel de guerre cubain non déclaré destiné à la République populaire démocratique de Corée (RPDC), en violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Un groupe d'experts ont inspecté le cargo, a-t-il assuré, en soulignant que le Panama s'était acquitté de ses obligations en tant qu'État Membre de l'ONU.

En conclusion, le Président du Panama a souligné les progrès réalisés au cours de son mandat présidentiel qui, a-t-il dit, approche de sa fin. Il a énuméré plusieurs indices de développement humain qui traduisent le bien-être et la croissance du Panama, dont une espérance de vie moyenne de 76,3 ans et un taux d'alphabétisation de 94,1%. Le Panama occupe la 40^e place sur une liste de 148 pays établie par le Forum économique mondial, a-t-il ajouté avant de conclure.

M. ALASSANE OUATTARA, Président de la Côte d'Ivoire, a indiqué que son pays était actuellement en pleine reconstruction, après s'être doté d'institutions crédibles et démocratiques au terme d'élections libres et transparentes. « La réconciliation nationale et le dialogue politique se poursuivent dans un climat apaisé. »

Alors que la date butoir de 2015 pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) approche, a indiqué M. Ouattara, son pays connaît une dynamique nouvelle, grâce aux bonnes performances de l'économie nationale. Il a indiqué aussi que son pays adhère à la définition d'un agenda pour le développement après l'échéance de 2015, afin de forger un consensus sur des objectifs de développement durable qui s'appuieraient sur les OMD.

Déplorant que trop de guerres et de conflits continuent de déchirer l'humanité et de miner les efforts de développement de nombreux pays, le Président de la Côte d'Ivoire a souligné qu'il était temps d'y mettre fin en privilégiant les seuls intérêts des peuples.

« C'est en renouvelant les fondements de notre solidarité que nous parviendrons à enrayer les nouvelles menaces telles que le terrorisme, la criminalité transfrontalière, le trafic de drogues et d'armes, la traite des êtres humains, la piraterie maritime », a affirmé M. Ouattara, qui a assuré le Kenya, endeuillé par un assaut terroriste d'une rare violence, de la compassion et du soutien de la Côte d'Ivoire.

Saluant les efforts déployés par les dirigeants des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), appuyés par la communauté internationale, pour la restauration et la préservation de la paix dans la région, le Président de la Côte d'Ivoire a accueilli avec une grande satisfaction le rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali et la bonne tenue de l'élection présidentielle.

« Ces succès ne doivent toutefois pas nous cacher les énormes défis auxquels notre région reste confrontée », a poursuivi M. Ouattara, qui a invité la communauté internationale à tirer les leçons du conflit au Mali et à soutenir la CEDEAO et l'Union africaine dans la mise en place d'une politique de sécurité cohérente et proactive.

Il a ensuite rappelé que le terrorisme dans la région du Sahel se déplaçait à l'intérieur d'un espace dont des pans entiers échappent à l'autorité des États. « La menace dépasse les frontières du continent africain et appelle une réponse internationale concertée à la hauteur des enjeux », a affirmé M. Ouattara,

qui a encouragé les bailleurs de fonds et partenaires traditionnels à apporter leur soutien aux Nations Unies et aux États dans le cadre de cette stratégie.

Si la communauté internationale veut clore le cycle des crises politico-militaires en Afrique de l'Ouest, a fait remarquer M. Ouattara, la Guinée-Bissau doit également bénéficier de la solidarité internationale. « C'est à ce prix que nous pourrions consolider la transition inclusive actuelle et permettre au Gouvernement bissau-guinéen d'organiser des élections démocratiques en novembre prochain », a-t-il affirmé, en invitant la communauté internationale à contribuer au financement desdites élections.

M. OLLANTA HUMALA TASSO, Président du Pérou, a tout d'abord exhorté toutes les parties au conflit syrien à trouver une « solution immédiate » pour mettre un terme aux effusions de sang, et a appelé le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour le Président péruvien, il est essentiel pour la communauté internationale « de renforcer, de renouveler et d'honorer » les engagements visant à établir des relations pacifiques entre les peuples et à trouver des solutions qui éliminent tout recours à la force pour régler les crises dans le monde. Le Pérou a réussi à gérer, « de la manière la plus constructive et coopérative qui soit », le différend sur les délimitations maritimes qui l'oppose au Chili, a assuré M. Humala Tasso. Il a précisé que les deux pays s'étaient engagés à respecter et assurer la mise en œuvre de l'arrêt qui sera rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ) et s'est dit convaincu que cela permettra d'assurer un avenir profitable aux deux peuples.

Le Président Humala Tasso s'est ensuite félicité du thème qui marque la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, en indiquant que le Pérou figurait parmi les pays qui avaient réalisé les meilleurs résultats dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Rappelant qu'en 2000, la moitié de la population péruvienne vivait dans la pauvreté, il a fait remarquer que ce taux avait été maintenant réduit de moitié et que le Pérou envisageait de le réduire davantage d'ici à 2016. Des programmes sociaux ont été mis sur pied à l'intention des populations les plus pauvres et les plus exclues, sans oublier l'amélioration de l'éducation, la promotion de l'égalité entre les sexes et le renforcement de l'accès aux soins de santé, a-t-il également fait savoir.

M. Humala Tasso s'est toutefois dit préoccupé par la détérioration de l'environnement, en regrettant que la communauté internationale ne parvienne pas à trouver un accord sur des mesures destinées à stimuler le développement durable. Le Président péruvien a voulu que le programme de développement pour l'après-2015 accorde une attention particulière à l'autonomisation des femmes et à la protection des groupes les plus vulnérables. Il s'est également dit préoccupé par le sort des travailleurs migrants et a salué l'initiative venant de l'Espagne dont le but est de promouvoir l'entrée sans visas des ressortissants péruviens dans l'espace Schengen. « Ne faisons pas de la croissance une fin en soi, mais transformons-la plutôt en un outil efficace. » Pour le Pérou, a-t-il ajouté, la formule privilégiée devrait être « l'inclusion pour la croissance ».

Le Président péruvien s'est aussi félicité de ce que la bonne gestion de l'économie péruvienne ait permis de créer 800 000 emplois depuis son entrée en fonctions et de réduire le chômage de 7%. Il a fait savoir que le Pérou diversifiait progressivement son économie et qu'il développait aussi son « immense » potentiel touristique. Le Pérou a non seulement réussi à éviter les pires conséquences de l'instabilité mondiale, mais a également réussi à attirer des investissements d'un montant sans précédent dans l'histoire du pays, s'est-il réjoui. Le Pérou est un pays d'entrepreneurs, a-t-il dit, en précisant que les petites et moyennes entreprises représentaient 98% des entreprises du pays, et qu'elles assuraient l'emploi de 75% de la population active et que leurs revenus constituaient 42% du produit intérieur brut (PIB). L'industrialisation du pays, a-t-il ajouté, compte parmi les objectifs que s'est fixé le Gouvernement et la capitale, Lima, accueillera, au mois de décembre, la quinzième Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Concernant l'intégration régionale, M. Humala Tasso a indiqué que le Pérou travaillait de concert avec le Mexique, le Chili et la Colombie pour promouvoir une intégration stratégique avec la région de l'Asie pacifique. Il a annoncé que le Pérou accueillera, en 2016, le Sommet des dirigeants de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Au préalable, en 2014, le pays accueillera la trente-

cinquième session de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui sera suivi, la même année, de la quatorzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Le Président Humala Tasso a souligné que la croissance économique devrait être considérée comme un moyen et non pas comme une fin en soi. L'amélioration du sort des plus vulnérables et l'élimination de la pauvreté extrême contribueront à générer une plus grande croissance économique, a-t-il dit.

M. TAUR MATAN RUAK, Président du Timor-Leste, s'est réjoui de rappeler à l'assistance que, pour la première fois depuis l'indépendance de son pays, il y a 11 ans, les Nations Unies ont retiré leur présence du pays. Il a estimé que l'histoire de son pays était une illustration de la contribution de l'ONU à la paix, au dialogue et à l'autodétermination. Il a réaffirmé la volonté de son pays de poursuivre son intégration à la communauté internationale, notamment par sa participation au « Groupe G7+ des États fragiles », un groupe comprenant 18 États « dits fragiles » ainsi que d'autres acteurs. Il a remercié les Nations Unies pour avoir accueilli de manière positive le New Deal pour l'engagement international dans les États fragiles, une initiative qui souhaite affirmer qu'il ne saurait y avoir de développement véritable sans une paix réelle et inversement.

Le Président du Timor-Leste s'est dit très préoccupé par la tournure que prend le conflit en Syrie. Son pays, a-t-il assuré, soutient l'idée de régler par des moyens pacifiques ce conflit, tout en rappelant qu'il était fermement opposé à toute utilisation d'armes chimiques. M. Matan Ruak a déclaré par ailleurs que son pays était favorable à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental et à la création d'un État palestinien, qui coexiste dans la sécurité avec Israël. Afin de parvenir à des solutions durables et négociées dans le monde, le Conseil de sécurité doit, a-t-il estimé, accueillir à titre permanent en son sein des pays comme l'Inde, l'Indonésie et le Brésil. Avant de conclure, il a mis l'accent sur la question du développement et la définition d'un programme inclusif pour l'après-2015.

M. JOSEPH KABILA, Président de la République démocratique du Congo, a indiqué que le programme de développement pour l'après-2015 devrait être ambitieux, universel, capable de répondre aux défis immenses auxquels fait face l'humanité et porteur de transformations positives, sur la base du principe des responsabilités partagées et différenciées.

Rappelant que la limitation de l'impact des changements climatiques était pour chaque État une responsabilité envers sa population et un devoir de solidarité internationale, M. Kabila a assuré que la République démocratique du Congo s'était toujours imposée de gérer ses ressources naturelles avec le souci de préserver sa biodiversité exceptionnelle. Le projet Grand Inga permet, a-t-il dit, de produire 40 000 mégawatts d'électricité, une énergie propre et renouvelable qui permet de répondre aux besoins énergétiques de près de la moitié de l'Afrique. Les propositions qui se dégageront de la présente session de l'Assemblée générale, a-t-il souhaité, doivent traduire notre volonté commune de privilégier la dimension économique, sociale et environnementale du développement durable, impulser une coopération internationale audacieuse et refléter la volonté de chaque État à contribuer à la paix et à la sécurité internationales.

« Sans paix, aucun progrès n'est envisageable. Sans un minimum de conditions de sécurité des personnes et de leurs biens, tout développement est hypothétique », a néanmoins rappelé le Président Kabila, qui a ajouté que cela est d'autant plus inacceptable que la rupture de la paix est le fait d'une agression extérieure. « C'est la triste histoire récente de mon pays », a-t-il fait remarquer.

Le Président de la République démocratique du Congo a tenu à rappeler une double réalité, souvent méconnue et occultée. « Pour avoir posé un acte de solidarité en accueillant des réfugiés originaires du Rwanda, les populations de l'est de mon pays sont privées de la paix et n'arrêtent pas de compter les morts, l'épisode le plus récent de cette tragédie sans fin étant celui de ces femmes et enfants de Goma aplatis sous les bombes au mois de juillet dernier », a-t-il déploré.

M. Kabila s'est ensuite interrogé sur ce qui resterait du droit international humanitaire si l'accueil de réfugiés en détresse devait désormais être considéré suffisant pour justifier des agressions sans fin de la part des pays dont lesdits réfugiés sont originaires.

« Les récents bombardements de Mutaho et de Goma sont d'autant plus condamnables qu'ils ont été perpétrés alors que le Gouvernement de la République démocratique du Congo était en train d'exécuter la feuille de route fixée par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, notamment les pourparlers avec le groupe armé auteur desdits bombardements », a affirmé M. Kabila.

Après avoir passé en revue les actions concrètes prises par son pays pour mettre en œuvre ledit Accord-cadre, dont l'accélération de la réforme du secteur de sécurité et la tenue de concertations nationales depuis le 7 septembre 2013, M. Kabila a rappelé que l'avènement d'une paix durable dépendait de deux conditions: la fin de l'impunité sous toutes ses formes et l'application diligente par les autres signataires de l'Accord-cadre des engagements qui leur incombent.

Tout en saluant les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, le Président de la RDC a lancé « une fois de plus un appel pressant à l'Organisation de traiter tous les États Membres avec la même rigueur et d'exiger de chacun le strict respect des principes de sa Charte ».

« Dénoncer la violation de ces principes est une bonne chose mais sanctionner ceux qui les violent est de loin meilleur, surtout quand la violation est établie, persistante et répétitive », a conclu M. Kabila.

M. MACKY SALL, Président du Sénégal, a souligné que, malgré les progrès réalisés après plus d'une décennie de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), « l'ampleur des défis est saisissante ». Pour près d'un milliard de personnes, la vie au quotidien ne s'est guère améliorée dans l'accès à la nourriture, au logement, à l'éducation et aux soins de santé. « Relever le défi du développement durable et bâtir l'avenir que nous voulons, dans l'esprit de Rio+20, nécessite des efforts plus soutenus que la lutte contre la pauvreté », a estimé le Président.

Le Sénégal, qui assure actuellement la présidence du Comité d'orientation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), se félicite du consensus dont le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) fait l'objet aux sommets des BRICS, du G-8 et du G-20, a indiqué son Président. Au titre de ce programme, a-t-il rappelé, l'Afrique a identifié 51 projets prioritaires à travers le continent, pour un coût global de 68 milliards de dollars dans la période 2012-2020. Le Président du Sénégal a appelé à la réforme de la gouvernance économique et financière internationale, notamment les conditions d'accès au crédit et de financement des projets de développement économique et social.

« Le monde a changé. L'Afrique aussi. Changeons de paradigmes et de vision », a déclaré M. Sall, avant d'ajouter: « Changeons notre regard sur le continent. Le changement c'est aussi l'exigence qui commande la réforme du Conseil de sécurité ».

Le Sénégal, qui reste engagé au sein de la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), salue le rétablissement de l'intégrité territoriale et de la légalité constitutionnelle de ce pays. Aujourd'hui, si les bandes armées ont été défaites, la menace terroriste sur le Sahel n'est pas pour autant définitivement écartée, a averti M. Sall. « Seule une action permanente, coordonnée et suffisamment dissuasive, nous permettra de relever les nouveaux défis » en Afrique, a-t-il insisté. C'est pourquoi il y a urgence à rendre opérationnelle la Force africaine de réaction rapide aux crises, décidée par le dernier sommet de l'Union africaine, a-t-il dit.

En Guinée-Bissau, le Sénégal soutient les efforts du Gouvernement de transition pour mener à bien le processus électoral. Le Président du Sénégal a invité les pays et institutions partenaires à poursuivre

leur appui à un règlement définitif de la crise dans ce pays. Il a souhaité que la même attention soit portée à la République centrafricaine et à la République démocratique du Congo (RDC), dans leur aspiration légitime à la paix, à la stabilité et à la préservation de leur intégrité territoriale. Par ailleurs, en sa qualité de Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Sénégal reste attentif à la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes.

Enfin, M. Sall a annoncé que son pays s'était joint, le 24 septembre, à d'autres pays pour lancer la campagne internationale de lutte contre les violences sexuelles dans les conflits.

M. ANDRY NIRINA RAJOELINA, Président de Madagascar, a tout d'abord regretté que, chaque fois que l'Afrique est évoquée, le constat général fasse ressortir des États exposés à des violences permanentes, où la démocratie régresse, où des guerres, des crises et des affrontements éclatent. « L'humanité est en pleine crise existentielle, avec comme symptôme l'instabilité économique, les inégalités sociales et la dégradation de l'environnement », a déclaré le Président malgache, en citant le Président de la soixante-septième session de Assemblée générale.

Il a ensuite indiqué que son pays, à l'instar de la plupart des pays africains, peinait encore à atteindre tous les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en dépit des efforts déployés, à quelque 800 jours de l'échéance de 2015.

Rappelant que les soulèvements populaires dans le cadre du printemps arabe traduisaient une aspiration légitime, M. Rajoelina a déploré que le soulèvement du peuple malgache contre un régime contesté, pour revendiquer une vie meilleure à travers la mise en place d'un véritable changement, n'ait pas été vu avec compréhension.

« Bien au contraire, Madagascar a dû faire face à l'incompréhension et à l'inflexibilité d'une communauté internationale à plusieurs vitesses, alors que des soulèvements populaires ailleurs, dans des conditions identiques, avaient suscité bienveillance et sollicitude », a poursuivi le Président.

Il a indiqué ensuite que, malgré les restrictions économiques et sociales et l'absence de soutien de la communauté internationale, les Malgaches ne sont pas tombés dans le piège du conflit interne. « C'est avec une grande fierté nationale que j'annonce aujourd'hui du haut de cette tribune que Madagascar a pu éviter une guerre civile », a-t-il affirmé, en ajoutant que la crise politique avait été résolue pacifiquement.

« Madagascar entame désormais une nouvelle phase de son histoire », a lancé M. Rajoelina, en rappelant qu'en tant que dirigeant, l'exercice du pouvoir exigeait une prise de conscience de notre humanité et de notre faillibilité.

« Pour débloquer la crise politique, j'ai tout mis en œuvre pour préserver l'unité nationale et les intérêts supérieurs du peuple de Madagascar, et je suis arrivé à la conclusion de ne pas me porter candidat à notre prochaine élection présidentielle », a-t-il dit avant de conclure.

M. BLAISE COMPAORÉ, Président du Burkina Faso, a souligné l'importance de renforcer l'esprit de partage et de solidarité, afin de relever les défis de la promotion de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de conférer à l'humanité les atouts pour une meilleure maîtrise de son évolution. Abordant la situation qui prévaut actuellement en Afrique de l'Ouest, il a regretté qu'elle soit toujours marquée par les stigmates des crises multidimensionnelles survenues au cours de ces dernières décennies. Cette sous-région, notamment sa zone sahélo-saharienne, est devenue un repère pour les groupes de narcotrafiquants et de terroristes dont les velléités de déstabilisation constituent une menace réelle pour la paix et la sécurité des pays, a-t-il précisé, avant de saluer l'amélioration progressive de la situation au Mali grâce au déploiement de la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et de la tenue effective d'élections présidentielles. M. Compaoré a également estimé que la mise en œuvre de la Stratégie intégrée pour le Sahel, adoptée par les Nations Unies, contribuera à renforcer la stabilité au Mali et dans toute la zone sahélo-saharienne.

Par ailleurs, le Gouvernement du Burkina Faso encourage une meilleure cohésion sociale, l'élargissement des espaces de liberté et de concertation, ainsi que la recherche solidaire de solutions aux conflits, a assuré le Président Compaoré. C'est dans cet esprit que son pays participe depuis deux décennies aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, l'Union africaine et la CEDEAO, avec des contingents d'environ 2 000 hommes et femmes déployés sur plusieurs terrains d'opération.

M. Compaoré est également revenu sur la situation en Syrie qui, selon lui, appelle d'urgence à l'arrêt immédiat des hostilités et à la recherche de solutions politiques à la crise. Il a appuyé en outre la mise en œuvre de l'accord américano-russe du 14 septembre 2013. Concernant la situation au Moyen-Orient, il a salué la reprise des pourparlers directs israélo-palestiniens.

La paix en Afrique passe nécessairement par la réalisation de programme de développement économique et social pertinents, à même de générer des réponses efficaces aux incertitudes créées par la conjoncture économique internationale, et de conforter la confiance entre les peuples et les dirigeants, a soutenu M. Compaoré. En tant que pays sahélien enclavé et sans grandes ressources naturelles, le Burkina Faso s'attèle à conduire des politiques vigoureuses dans le cadre de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable, en vue d'impulser l'émergence et d'améliorer de la manière significative, la qualité de vie des burkinabés, a-t-il assuré. Pour lui, l'approche de l'échéance fixée pour la réalisation des OMD et le thème de la présente session sont une opportunité pour axer la réflexion de la communauté internationale sur une nouvelle vision en vue d'un progrès global fondé sur une solidarité internationale forte pour un développement durable.

M. HAILEMARIAM DESSALEGN, Premier Ministre de l'Éthiopie et Président en exercice de l'Union africaine, s'est dit honoré d'avoir accueilli le Sommet spécial des chefs d'État et de gouvernement africains à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Union africaine à Addis-Abeba, le 25 mai dernier. Il a dit souhaiter que ce jubilé soit célébré tout au long de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, en mettant l'accent sur les relations entre l'ONU et l'Union africaine. Compte tenu du fait que les pays africains représentent désormais l'un des plus grands groupes au sein de l'Assemblée générale, il a salué l'étroite collaboration qui existe aujourd'hui entre l'ONU et l'Union africaine, ainsi qu'avec d'autres mécanismes régionaux africains. Ce partenariat a beaucoup évolué au cours des 50 dernières années, a-t-il noté, avant d'estimer que cette coopération pouvait toutefois être davantage améliorée, à la lumière de l'évolution tant en Afrique que sur la scène internationale. Ainsi, M. Dessalegn a recommandé d'adopter une approche flexible et innovante pour interpréter le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, ce qui permettrait d'améliorer ce partenariat avec pour objectif de confronter les défis communs.

L'Afrique connaît désormais une baisse du nombre des conflits, une meilleure gouvernance démocratique et une forte croissance économique ainsi qu'une classe moyenne en expansion. Cette nouvelle réalité explique, selon lui, le nouvel intérêt porté à l'Afrique par le reste du monde. « Le XXI^e siècle sera le siècle de l'Afrique si nous harmonisons nos efforts pour maintenir et accélérer cette croissance économique », a déclaré M. Dessalegn, qui s'est dit convaincu qu'une « renaissance africaine » est possible. Cela demande évidemment des transformations structurelles qui doivent s'inscrire dans le programme de développement de l'après-2015 de l'Afrique. À cet égard, il a rappelé qu'une Commission de haut niveau de chefs d'État et de gouvernement africains avait été mise en place pour définir une position commune et galvaniser le soutien international pour veiller à ce que les succès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) soient durables et que les priorités de développement de l'Afrique pour l'après-2015 soient pleinement prises en compte. Comme l'avait souligné le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, « ce dont l'Afrique a besoin ce sont des transformations structurelles et non pas des ajustements structurels », a-t-il dit. Le programme de développement pour l'après-2015 doit précisément permettre de réaliser cet objectif par le biais de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, a-t-il estimé. M. Dessalegn a indiqué que les investissements en faveur de l'industrialisation de l'Afrique devraient favoriser le commerce intra-africain et son intégration régionale.

Conscient du fait que les aspirations du développement africain ne peuvent se faire sans la paix durable et sans sécurité, M. Dessalegn a assuré que des efforts importants étaient déployés pour combattre les causes profondes des conflits qui frappent le continent. Parmi les nouvelles causes de conflit, il a identifié la tendance au mécontentement populaire. L'Union africaine apporte son soutien à l'Égypte dans un esprit de solidarité africaine, a-t-il précisé, en ajoutant qu'elle en fait de même à l'égard de la Tunisie pour l'aider à assurer une transition politique couronnée de succès grâce à l'adoption d'une nouvelle constitution et de l'organisation d'élections.

L'Union africaine se félicite du succès des élections récentes au Mali, qui ouvrent la voie au retour à l'ordre constitutionnel. Elle est déterminée à rester aux côtés du Mali dans sa marche vers une paix durable, la sécurité et le développement. Abordant également la situation humanitaire et sécuritaire en République centrafricaine, le Président Dessalegn a réitéré l'appel de l'Union africaine aux Nations Unies pour qu'elles apportent un soutien pluridimensionnel à la Mission internationale de soutien à la République centrafricaine, qui est dirigée par l'Afrique (AFISM-CAR), qui va y être déployée pour protéger les civils et restaurer la sécurité et l'ordre public. Il a également fait part de sa préoccupation face à l'escalade des tensions en République démocratique du Congo qui représentent une véritable menace pour la région des Grands Lacs. Pour lui, toute solution durable passe par la finalisation des pourparlers de paix entre le Gouvernement congolais et l'opposition armée sous les auspices de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

Sur un autre plan, M. Dessalegn a rappelé l'engagement pris en Afrique de combattre l'impunité et de promouvoir la démocratie, l'état de droit et la bonne gouvernance, comme le consacre l'acte constitutif de l'Union africaine. Il a affirmé que des actions audacieuses avaient été prises récemment en ce sens, en regrettant cependant la manière dont la Cour pénale internationale a agi à l'égard de l'Afrique. « Plutôt que de promouvoir la justice, et la réconciliation et contribuer à la paix et à la sécurité, la CPI est devenue un instrument politique qui vise l'Afrique et les Africains », a-t-il dénoncé, en estimant que cela était inacceptable. Il a également regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas donné suite à la demande de l'Union africaine de renvoyer les poursuites engagées contre le Président Al-Bashir, ni à celle concernant les enquêtes et poursuites engagées par la CPI à la suite des violences postélectorales au Kenya en 2008 devant des mécanismes nationaux compétents afin qu'elle respecte le principe de complémentarité consacré par le Statut de Rome. Le Conseil de sécurité, a-t-il insisté, doit donner suite à ces requêtes.

M. WINSTON BALDWIN SPENCER, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, a tout d'abord félicité le Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, M. John Ashe, diplomate accompli d'Antigua-et-Barbuda. Deux ans avant l'échéance de 2015, « pourquoi les engagements pris au titre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'ont-ils pas été remplis? » s'est-il ensuite interrogé, tout en se disant convaincu qu'il était possible de recentrer et de restructurer les OMD dans le cadre d'un nouveau mécanisme pour l'après-2015.

Les OMD, tels qu'ils sont définis, ne permettent pas de remédier aux problèmes universels, comme le réchauffement climatique, le fossé croissant entre les riches et les pauvres ou la détérioration du système financier mondial. M. Spencer s'est dit préoccupé par le manque de progrès dans l'application du Programme d'action de la Barbade sur le développement durable des petits États insulaires en développement, adopté en 1994. Il a émis l'espoir que la conférence qui se tiendra à Samoa en 2014 pour traiter de cette question permettra d'avancer et a salué la décision de proclamer 2014, Année internationale des petits États insulaires en développement.

Les petits États insulaires contribuent peu au réchauffement climatique et pourtant ce sont eux qui souffrent le plus de son impact, a déploré le Premier Ministre. Regrettant l'absence de résultats concrets lors des négociations liées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il a estimé que les pays développés devraient faire face à leurs responsabilités « morales, éthiques et historiques » par rapport à l'émission de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, M. Spencer a demandé à la communauté internationale de mieux aider les petits États insulaires comme Antigua et Barbuda à lutter contre la criminalité transnationale organisée et le trafic

international des stupéfiants. Il a aussi enjoint ses partenaires développés à réduire la pratique consistant à déporter des criminels violents vers ces États. À ce sujet, Antigua et Barbuda souligne l'importance du Traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril dernier.

Les maladies non transmissibles constituent également un sujet de préoccupation pour son pays, a poursuivi le Premier Ministre. Elles sont la première cause de mortalité dans la région des Caraïbes.

M. Spencer a ensuite attiré l'attention de l'Assemblée générale sur le différend qui oppose depuis une décennie son pays aux États-Unis dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et qui, selon lui, entame la crédibilité de l'OMC tant qu'il n'est pas résolu. En outre, Antigua et Barbuda demande aux États-Unis de mettre fin à la pratique unilatérale qui consiste à établir des « listes noires » accusant certains États, comme Cuba, de parrainer le terrorisme.

Enfin, le Premier Ministre a salué le lancement du Mémorial permanent pour honorer les victimes de l'esclavage et du commerce transatlantique des esclaves. À ce sujet, il s'est réjoui de la décision récente des États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) d'appuyer la création d'une commission chargée d'entamer un dialogue sur la question des réparations pour le génocide autochtone et l'esclavage.

M. JOSIA VOREQE BAINIMARAMA, Premier Ministre des Fidji, a déclaré qu'au début de ce mois, son pays avait atteint un point culminant de son histoire lorsque le Président de la République a promulgué la nouvelle Constitution, laquelle, s'est-il félicité, assure la démocratie dans le pays pour la toute première fois depuis son indépendance du Royaume-Uni en 1970. Quarante-trois ans et trois Constitutions plus tard, les Fidji ont adopté une Constitution digne du peuple fidjien, a-t-il souligné, en précisant que ce texte garantit l'indépendance du secteur judiciaire, la laïcité de l'État et protège les droits civils, politiques, économiques et sociaux, y compris ceux des populations autochtones. Ce texte, a ajouté M. Bainimarama, garantit également la transparence du Gouvernement, la mise en place d'institutions stables et indépendantes et remplace l'ancien système électoral par un système ancré sur le principe d'« une personne, un vote, une valeur ».

Le Premier Ministre a expliqué que pendant des années, le pays existait sous un système qui avait créé différentes catégories de citoyens et où le vote de certains Fidjiens comptait plus que celui d'autres. Dès lors, comment pouvions-nous être une nation alors que nos lois les plus fondamentales établissaient des distinctions? s'est-il interrogé. L'idée même d'une société juste et équitable était sabotée de l'intérieur, et la destitution des gouvernements en 1987 et en 2000 avait été l'expression la plus radicale de ce dysfonctionnement. En conséquence, des dizaines de milliers de Fidjiens avaient décidé de quitter les Fidji pour toujours, a indiqué le Premier Ministre, qui a qualifié ce phénomène d'un des épisodes les plus honteux de l'histoire du pays.

Aujourd'hui, a-t-il dit, c'est avec honneur que j'affirme que notre boussole nationale a enfin été de nouveau rétablie et que nous nous sommes engagés à préparer les premières élections véritablement démocratiques en 2014. M. Bainimarama a précisé qu'à ce jour, quatre partis politiques avaient présenté leur candidature et que 540 000 des 620 000 électeurs étaient inscrits sur les listes électorales.

Le Premier Ministre a toutefois regretté que « certains des plus vieux alliés » des Fidji aient décidé d'abandonner son pays et de lui imposer des sanctions. « Nous avons cherché à obtenir leur appui et leur compréhension, mais ils ont choisi, au contraire, d'appuyer une forme de démocratie, de gouvernance et de justice qu'ils n'auraient jamais toléré pour eux-mêmes », s'est-il indigné. Il a émis l'espoir que ces pays se rendront enfin compte que le Gouvernement fidjien a tenu parole.

Se félicitant des progrès réalisés par l'Assemblée générale pour lancer les mécanismes de suivi agréés lors de la Conférence Rio+20, le Président des Fidji a souhaité que le nouveau programme de développement pour l'après-2015 soit centré sur un développement économique qui prévoit l'inclusion sociale et la préservation de l'environnement. Il a ainsi appelé la communauté internationale à faire du développement et du bien-être des populations le noyau central de ses efforts collectifs. Si la communauté

internationale et le Gouvernement s'engage véritablement en faveur d'un programme capable d'opérer une véritable transformation aux niveaux structurel, institutionnel et normatif, s'est-il expliqué, le programme de développement pour l'après-2015 pourra alors améliorer les conditions de vie dans le monde.

Évoquant la tenue de la troisième Conférence internationale pour le développement des petits États insulaires en développement à Samoa en 2014, le Premier Ministre des Fidji a insisté sur la nécessité pour la communauté internationale de s'assurer que l'instrument qui succèdera au Cadre d'action d'Hyogo puisse répondre aux risques auxquels ces derniers sont exposés. Le Premier Ministre a indiqué que chaque année, les petits États insulaires en développement enregistrent des centaines de millions de dollars en pertes économiques à la suite de catastrophes naturelles. Il a aussi parlé du développement de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications de son pays, en précisant notamment que le réseau de téléphonie mobile était dorénavant accessible sur 95% du territoire national.

M. HERMAN VAN ROMPUY, Président du Conseil européen de l'Union européenne, s'exprimant tout d'abord sur la crise en Syrie, a déclaré que l'Union européenne soutenait la récente ouverture diplomatique visant à mettre sous contrôle et détruire les armes chimiques de la Syrie.

« Nous devons impérativement éviter la création d'un redoutable précédent en ce qui concerne l'emploi d'armes chimiques, qui constitue un crime contre l'humanité », a-t-il affirmé, avant d'appeler le Conseil de sécurité, de concert avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, à prendre les mesures nécessaires pour assurer une destruction sûre et prompte des stocks de gaz chimique en Syrie. « Une résolution claire du Conseil de sécurité marquerait un tournant et j'appelle à son adoption », a-t-il affirmé.

M. Van Rompuy s'est ensuite dit convaincu qu'une percée sur ce dossier des armes chimiques permettrait d'ouvrir d'autres portes, en estimant que le moment était venu d'œuvrer résolument en faveur de la Conférence « Genève II ». « L'immédiate priorité est d'amener toutes les parties à la table des négociations », a-t-il souligné, en appelant « ceux qui sont proches des autorités de Damas » et « ceux qui sont proches de l'opposition syrienne » à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour inciter les uns et les autres à retourner à cette table des négociations.

Le Président du Conseil européen s'est félicité des meilleures perspectives concernant le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, qui se sont ouvertes récemment et souhaité que les espérances générées par le nouveau leadership iranien se traduisent par des actes concrets.

Revenant à la crise syrienne, il a souligné que chaque jour compte, car, a-t-il dit, la réconciliation est la tâche la plus ardue. « Nous, Européens, sommes prêts à jouer toute notre part pour aider à la reconstruction de la Syrie », a-t-il assuré, en ajoutant que l'Union européenne y avait déjà contribué à hauteur de 1,8 milliard d'euros.

« Malgré la crise économique, nous ne nous désengagerons pas de nos responsabilités dans le monde », a lancé M. Van Rompuy, qui a rappelé que l'Union européenne avait lancé ces deux dernières années cinq nouvelles missions, pour soutenir notamment la reconstruction du Mali et du Soudan du Sud, ainsi qu'au large des côtes de la Somalie.

« Aujourd'hui, la zone euro est dans une bien meilleure situation financière qu'il y a un an et la menace existentielle qui pesait sur l'euro a disparu », s'est-il réjoui, en précisant que la croissance économique devrait être positive l'année prochaine pour 27 des 28 pays de l'Union européenne.

En conclusion, M. Van Rompuy a vigoureusement plaidé en faveur de la négociation et du dialogue, pour la Syrie –tant sur les armes chimiques qu'en faveur de la convocation de la Conférence « Genève II »-, pour le processus de paix au Moyen-Orient, pour les pourparlers nucléaires avec l'Iran mais aussi pour les autres grands défis mondiaux.

M. JABER AL MUBARAK AL HAMAD AL SABAH, Premier Ministre du Koweït, a tout d'abord assuré que les relations avec l'Iraq avaient connu, ces dernières années, des développements positifs « dans l'intérêt des peuples des deux pays ». Il a néanmoins souhaité que la question des Koweïtiens et ressortissants d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens spoliés soit bientôt réglée, « pour mettre fin aux souffrances interminables des familles ».

Évoquant la crise syrienne, le Premier Ministre koweïtien a notamment rappelé que son pays avait organisé, en janvier dernier, une conférence des donateurs destinée à accroître l'aide humanitaire aux victimes. Il a indiqué qu'1,5 milliard de dollars avaient été levés à l'issue de la conférence, cette somme ayant été versée intégralement aux institutions spécialisées des Nations Unies.

Le Premier Ministre koweïtien a ensuite salué les efforts menés actuellement par les États-Unis pour relancer le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, en notant que seule une pression accrue sur Israël permettrait que celle-ci respecte les résolutions du Conseil de sécurité. S'agissant du programme nucléaire de l'Iran, M. Al Sabah, qui a souligné le droit de ce pays à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles, a appelé le nouveau régime à coopérer pleinement avec l'AIEA et à mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. « Il faut sortir de cette crise qui a fini par créer une atmosphère d'instabilité et de tension dans la région », a-t-il déclaré.

M. Al Sabah s'est également attardé sur les questions de développement. S'il a estimé que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) avaient permis aux Nations Unies de mobiliser, à l'échelle planétaire, dirigeants et populations pour éradiquer la pauvreté, les nouveaux défis commandaient à la communauté internationale de repenser le paradigme du développement.

Ainsi, pour le Premier Ministre koweïtien, le programme de développement pour l'après-2015 devra s'appuyer davantage sur les opinions scientifiques figurant dans la Déclaration du Millénaire et sur les principes adoptés lors de la Conférence Rio+20. « Par ce biais, nous serons en mesure d'aider plus efficacement les pays les moins développés à se reconstruire après un conflit », a-t-il estimé. Parmi les initiatives du Koweït en matière d'aide bilatérale, M. Al Sabah a cité une contribution de 500 millions de dollars au Yémen. Cette contribution est destinée à financer des projets de développement devant aider le Yémen à sortir de la crise par la relance économique et la consolidation des institutions démocratiques, a-t-il précisé.

M. ENRICO LETTA, Premier Ministre de l'Italie, a estimé que le programme de développement pour l'après-2015 nécessitait une évolution des mentalités au niveau international afin de traiter les causes profondes du retard en matière de développement humain et économique. Le développement doit être durable et ne peut être réduit à sa dimension comptable, a-t-il dit. C'est pourquoi une attention particulière doit être portée au sort des femmes qui représentent deux tiers des êtres humains victimes de la faim et de la pauvreté, a-t-il insisté. M. Letta a estimé qu'il était temps de promouvoir un consensus en matière alimentaire afin de faire reculer la malnutrition dans le monde. Il a en outre abordé la question du chômage des jeunes et encouragé à la création de petites et moyennes entreprises pour régler ce problème. Sur la question des migrations internationales, il a fait siennes les déclarations du pape François selon lesquelles il faudrait s'élever contre la « mondialisation de l'indifférence ».

Le Premier Ministre italien a par ailleurs exprimé son soutien à l'Accord-cadre de Genève sur l'élimination des armes chimiques syriennes et exhorté toutes les parties au conflit syrien au respect des droits de l'homme et à la protection des populations civiles. M. Letta a confirmé, à cet égard, la promesse de l'Italie de verser une contribution à hauteur de 30 millions de dollars en faveur des réfugiés et celle faite lors du Sommet du G-20 à Saint-Pétersbourg de verser 50 millions de dollars pour contribuer au financement des initiatives humanitaires d'urgence. Il a conclu en réitérant le plein soutien de son pays à une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour le Premier Ministre italien, cette réforme exigera un consensus large parmi les membres actuels du Conseil. Ces derniers, a-t-il estimé, devront faire preuve d'ouverture et de souplesse afin de trouver un compromis entre les différentes pistes de réforme.

Avant de parler longuement de la situation au Kosovo, M. TOMISLAV NIKOLIĆ, Président de la Serbie, a souligné qu'en tant que nouveau membre du Conseil économique et social (ECOSOC) pour la période 2014-2016, la Serbie compte bien participer activement à tous les travaux liés aux OMD et à la définition du programme du développement pour l'après-2015. Mais, a dit à son tour le Président, il ne peut y avoir de développement sans paix. Il a insisté sur l'attachement de son pays aux activités de maintien de la paix des Nations Unies, comme en atteste d'ailleurs le nombre de Casques bleus serbes déployés dans les missions.

Le Président s'est aussi attardé sur le fléau du terrorisme, sur les progrès de son pays en matière de droits de l'homme et sur son attachement au Traité sur le commerce des armes. Il a parlé des efforts de son pays pour accélérer l'intégration régionale et a espéré que les négociations sur l'adhésion de son pays à l'Union européenne commenceront dès janvier 2014. La Serbie, qui présidera l'OSCE en 2015, le fera d'autant sérieusement que l'année marquera le quarantième anniversaire du Pacte d'Helsinki.

Le fait que le Kosovo ait déclaré unilatéralement son indépendance a créé un problème et compromis le système établi par l'ONU dès sa création, a d'emblée déclaré le Président de la Serbie. Cette « sécession illégale » n'a d'ailleurs jamais été reconnue par l'ONU mais par quelques États, au mépris du système juridique international. Soumis à une pression et à des menaces constantes, d'autres pays, dont des amis traditionnels de la Serbie, ont fini par céder, a accusé le Président.

Pour sa part, la Serbie a répondu avec mesure et diplomatie, en rejetant la voie militaire au profit de la voie politique pour sauvegarder sa souveraineté et l'unité de son territoire. Grâce à la médiation de l'Union européenne, a confié le Président, la Serbie est parvenue à des arrangements avec « les Albanais du Kosovo et Metohija ». Ce faisant, elle a montré que son objectif ultime était de protéger la communauté serbe aussi efficacement que possible et d'assurer une vie normale à tous les habitants de la « province ».

Le Président de la Serbie a tenu à souligner que Belgrade et Pristina avaient certes conclu des accords mais qu'ils s'étaient limités à « des questions clairement définies ». La Serbie, a-t-il insisté, n'a reconnu « ni *de facto*, ni *de jure* » l'indépendance du Kosovo et le Premier Accord, a-t-il dit, ne traduit en aucun cas l'intention d'admettre le Kosovo comme membre des Nations Unies et d'autres organisations internationales où le statut de membre reste la prérogative exclusive des États souverains.

Les Nations Unies, a rappelé le Président Nikolić, sont au Kosovo, depuis 14 ans, pour administrer « cette partie de la Serbie ». Nous demandons en conséquence que le mandat de la Mission de l'ONU reste inchangé, que son personnel soit maintenu et que ses activités soient renforcées. Le rôle de la Mission est « indispensable » et la résolution qui définit son mandat réaffirme bien le statut de province d'un Kosovo qui « fait partie intégrante de la Serbie », a insisté le Président. Il a demandé à l'Union européenne, « vers laquelle la Serbie se dirige résolument », de respecter ses propres principes s'agissant du Kosovo et Metohija.

En maintenant une approche neutre, la mission « état de droit » de l'Union européenne -EULEX-, a-t-il dit, doit continuer à contribuer à la mise en place des institutions démocratiques et au respect des droits de l'homme des Serbes et des autres non-Albanais car « les menaces ne pèsent que sur leurs droits ».

« Soucieux d'épargner à la communauté internationale un poids sur la conscience dans quelques années », le Président a rappelé que le Rapporteur spécial du Conseil de l'Europe a confirmé, sans jamais être contredit, que certains des dirigeants albanais actuels du Kosovo avaient organisé l'enlèvement et le meurtre de Serbes dont les organes ont été clandestinement prélevés et vendus. Il est nécessaire, a estimé le Président, que les Nations Unies participent à l'enquête sur ces crimes, sur la base du rapport du Conseil de l'Europe sur le trafic illicite des organes.

Le Président de la Serbie a ensuite réitéré ses propos selon lesquels le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) n'avait pas contribué à la réconciliation et qu'il avait compromis l'idée de

justice pénale internationale, agi sous une forte pression politique, manqué d'indépendance, émis des jugements inédits, acquitté certains criminels et, bien souvent, échoué à en poursuivre d'autres, humilié les victimes serbes et essayé de réécrire l'histoire.

C'est la raison pour laquelle, a aussi rappelé le Président, la Serbie a demandé aux Nations Unies et au TPIY de faire en sorte que les Serbes condamnés puissent purger leur peine en Serbie. Cette demande ne signifie pas que la Serbie remet en question les jugements ou qu'elle relativise les crimes commis. Il s'agit tout simplement, a insisté le Président de la Serbie, de faciliter leur retour à la vie normale lorsqu'ils seront libérés.

M. IDRIS DEBY ITNO, Président du Tchad, a indiqué que, tirant les leçons des insuffisances dans la conception et la mise en œuvre des OMD, l'Afrique envisageait de se doter d'un agenda pour le développement de l'après-2015 à même de répondre à ses attentes et demande à la communauté internationale de la soutenir. Aux défis du développement, a dit le Président, s'ajoutent d'autres défis sécuritaires dont les nouveaux foyers de tension et les guerres qui apparaissent un peu partout sur le continent. Le Président a aussi mentionné le défi du terrorisme qu'il faut combattre avec la dernière énergie pour freiner son expansion et l'éradiquer définitivement.

Le Tchad, a-t-il poursuivi, a fait le choix stratégique d'apporter sa modeste contribution à l'établissement de la sécurité, de la paix et de la stabilité partout où cela est nécessaire. C'est la motivation essentielle de sa candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2014-2015, a souligné le Président, en rappelant que son pays, qui participe déjà à d'autres opérations de maintien de la paix, va engager environ 1 800 soldats dans la nouvelle Force des Nations Unies au Mali. S'agissant de la République centrafricaine, le Président a dit attendre du Conseil de sécurité, l'adoption d'une résolution ferme qui prévoit des modalités d'appui logistique et financier à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA). Il a aussi plaidé en faveur d'une poursuite énergique de l'assistance de la communauté internationale aux réfugiés et déplacés du Darfour que les tensions politiques et ethniques continuent de jeter sur les chemins de l'errance.

Le Président s'est dit convaincu que la solution de toutes les crises africaines qu'il a passées en revue ne saurait être militaire. Une solution durable, s'est-il expliqué, passe nécessairement par une lutte constante contre la pauvreté, la marginalisation et le chômage des jeunes. Elle exige aussi l'instauration d'un dialogue constructif entre les forces vives de la nation d'une part, et entre les différentes cultures et religions, d'autre part.

Sur le plan national, a affirmé le Président, le Tchad a définitivement tourné la page douloureuse des guerres et des divisions et se consacre désormais à son développement, en exploitant ses ressources minières et énergétiques, à travers des stratégies audacieuses. Le Plan national du développement fera bientôt l'objet d'une table ronde sur son financement et sa mise en œuvre. Au niveau politique, le pays a mis en place le cadre permanent du dialogue politique regroupant majorité et opposition et dont l'une des compétences est la création des structures pour l'organisation des élections.

M. PAUL KAGAME, Président du Rwanda, a déclaré que le monde avait beaucoup changé après la grave crise financière et la récession, en se félicitant des progrès accomplis notamment en matière d'accès à l'éducation et aux soins de santé et dans le domaine des technologies de l'information. Il a cependant attiré l'attention sur les obstacles qui freinent la réalisation des objectifs de développement que les pays se sont fixés.

Le Président du Rwanda a estimé que ces objectifs n'avaient pas été placés dans leur contexte et conseillé aux gouvernements de protéger les personnes vulnérables en leur donnant une place dans la société. Donnant l'exemple de son pays, il a mentionné les efforts entrepris pour garantir une bonne gouvernance, l'un des fondements du développement du Rwanda. Il faudrait également miser davantage sur le rôle du secteur privé, en éliminant les restrictions tarifaires, a-t-il ajouté.

M. Kagame a aussi recommandé d'investir suffisamment dans les infrastructures de transport et dans l'énergie. Il a estimé que la période de l'après-2015 devrait être marquée par des actions concrètes. Le Rwanda est engagé à respecter la date butoir pour la réalisation des OMD, a-t-il assuré, en précisant que cela ne constituait pas une fin en soi.

En avril prochain, nous commémorerons le vingtième anniversaire du génocide, a-t-il rappelé. « Le Rwanda est aujourd'hui une nation forte qui a vaincu l'adversité », a-t-il dit, en faisant l'éloge d'un pays désormais tourné vers l'avenir. Il a expliqué que les Rwandais avançaient vers un nouveau chapitre de développement, en se fondant sur de nouveaux partenariats. Il a souhaité que l'après-2015 soit solidement fondé sur le progrès, la dignité et l'espoir.

Venant aux questions relatives à la justice, le Président du Rwanda a fait remarquer que les Africains appuyaient le consensus mondial contre l'impunité et qu'ils étaient en faveur d'un système de justice approprié. « Dans la pratique, cependant, la Cour pénale internationale (CPI) a agi en violation de ces principes en faisant preuve de préjugés contre les Africains », s'est-il plaint. M. Kagame a estimé que la CPI avait « sapé les efforts de réconciliation et cherché à humilier les Africains et leurs dirigeants ».

M. Kagame a souligné les déficiences de la CPI, en particulier dans les procès engagés contre les dirigeants kenyans. Il a regretté, à cet égard, que la Cour n'ait pas appuyé les efforts de réconciliation. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité doivent examiner ces questions, ainsi que la problématique plus large englobant les différents tribunaux internationaux, a insisté M. Kagame. Il a conclu son intervention en prônant un processus de réconciliation qui respecte la dignité des Africains.

M. ANOTE TONG, Président de Kiribati, a affirmé que les citoyens de son pays et de la région réitéraient au Secrétaire général leur profonde gratitude pour son engagement personnel envers la question des changements climatiques et de la situation des plus vulnérables. Il a ainsi rappelé la visite de M. Ban Ki-moon à Kiribati en 2011, particulièrement importante puisque ce fut la première visite d'un Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans la région.

Pour M. Tong, les défis de sécurité posés par les changements climatiques, les conflits, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée continuaient de saper les efforts de la communauté internationale pour atteindre le développement durable, la paix et la sécurité.

Le Président de Kiribati s'est félicité du thème choisi pour la soixante-huitième session de l'Assemblée générale consacré au programme de développement pour l'après-2015.

M. Tong a indiqué qu'il s'exprimait devant l'Assemblée générale pour la huitième fois, et, qu'à chaque fois, il transmettait le même message: la menace réelle et existentielle de sa nation. À chaque fois, a-t-il dit, il avait appelé à une action urgente pour faire face aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer, pour assurer la survie à long terme des pays comme le sien.

Il s'agit, a-t-il déclaré, d'une question cruciale pour la survie de son peuple et même pour toute l'humanité. « Nous ne pouvons pas continuer à abuser de notre planète de cette façon », a-t-il lancé. « Pour l'avenir que nous voulons pour nos enfants et petits-enfants, nous avons besoin de leadership. Nous devons nous engager. Nous devons agir. Maintenant! »

M. Tong s'est dit reconnaissant envers l'Assemblée générale de reconnaître les changements climatiques comme un sujet d'importance qui justifie l'attention du Conseil de sécurité et a salué l'annonce du Secrétaire général de convoquer un sommet de haut niveau sur les changements climatiques l'an prochain. Mais le Secrétaire général a besoin du soutien de toutes les nations afin de s'assurer que les mesures nécessaires pour lutter contre les changements climatiques soient prises, a-t-il souligné.

Il a mis l'accent sur la nécessité d'intensifier les efforts nationaux et collectifs pour atténuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il faut, en outre, appeler de toute urgence les partenaires de

développement à apporter leur contribution dans les efforts en vue de faire face aux impacts des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer.

Par ailleurs, dans la perspective de la troisième Conférence mondiale sur les petits États insulaires en développement, qui se tiendra à Samoa en 2014, les besoins particuliers des petits États les plus vulnérables, comme Kiribati, les Îles Marshall, les Maldives ou Tuvalu, doivent être soulignés.

M. BRONISLAW KOMOROWSKI, Président de la Pologne, a regretté que les membres du Conseil de sécurité n'aient pas pu s'entendre sur la question syrienne, en estimant que cette situation révélait le manque d'efficacité des mécanismes de décisions de l'Organisation des Nations Unies. Il a appelé à ne plus attendre pour réformer le Conseil de sécurité afin de le revitaliser, de le rendre plus légitime et efficace. Il a mis l'accent sur les questions de sécurité en rappelant que l'ONU célébrera, le 9 décembre 2013, le cinquante-sixième anniversaire de l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dont le texte, a-t-il précisé, avait été initié par le juriste polonais Raphael Lemkin. Ce juriste avait souligné la nécessité de rester vigilants face aux symptômes des futures violations de droits de l'homme. Il a appelé à la création d'un mécanisme qui forcerait les membres permanents du Conseil de sécurité à coopérer de manière harmonieuse dans des situations que justifie l'application du principe de la responsabilité de protéger.

Par ailleurs, le Président de la Pologne a estimé que les droits économiques et sociaux devraient être réaffirmés par les négociations sur les changements climatiques que la Pologne présidera lors de la dix-neuvième Conférence des Parties (COP-19) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en novembre prochain. Il a fait remarquer qu'une génération suffisait pour réaliser d'immenses progrès. La Pologne, qui était un pays pauvre, ruiné et terriblement endetté à la chute du communisme en 1989, a réussi aujourd'hui à augmenter son PIB de 400% et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30%. Il a salué l'exemple du modèle européen qui permet de conjuguer démocratie, compétitivité économique, justice sociale et solidarité. Même avec la crise, le modèle de développement européen reste universellement attractif, a ajouté le Président de la Pologne. La notion de bonne gouvernance dans son ensemble est définie dans une résolution adoptée par le Comité des droits de l'homme et initiée par la Pologne à la fin des années 1990. La Pologne assure actuellement la présidence du Conseil des droits de l'homme et avait contribué à la création du Fonds européen pour la démocratie, a rappelé son Président. Forte de son expérience et de sa contribution à la paix et à la sécurité internationales, la Pologne est candidate à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2018-2019.

MSWATI III, Roi du Swaziland, a souligné l'importance pour les leaders mondiaux de consulter leur peuple régulièrement afin d'éviter d'être déconnectés de la réalité. Le Roi Mswati III s'est donc félicité du succès des élections législatives qui viennent de se dérouler dans son pays. Mais il s'est dit conscient que très peu de pays dans le monde comprennent le fonctionnement du Gouvernement du Swaziland. Nous avons, a-t-il expliqué, une « monarchie démocratique », que nous définissons comme « le mariage » de la monarchie et du bulletin de vote. Le peuple donne ainsi des conseils au Roi qui, à son tour, assure transparence et reddition de comptes. Il s'agit, a expliqué le Roi Mswati III, d'une conjugaison du pouvoir et de l'émancipation. La monarchie garantit le maintien de la stabilité et la démocratie, le partage du pouvoir parmi le peuple.

La monarchie, a-t-il dit, est « mariée » avec le peuple qui sait que le Roi fait tout pour répondre à ses attentes. C'est un système propre au Swaziland lequel épouse facilement les normes et les valeurs swazies et qui, en conséquence, est très bien compris par tous les Swazis. Nous sommes, a dit le Roi, l'illustration d'une nouvelle idéologie démocratique qui fonctionne, qui a sa place dans la démocratie moderne et qui reste conforme à toutes les structures de la famille des Nations Unies. Le Swaziland, a insisté le Roi, adhère aux idéaux de l'ONU tout en protégeant son histoire, son héritage et sa dignité sans perdre une occasion de coopérer avec la communauté des nations. Pour le Swaziland, la démocratie est une idée et non un idéal car ce qui est idéal pour l'un peut ne pas l'être pour l'autre.

Le premier objectif est de voir le pays obtenir d'ici à 2022 « un statut de première classe », comme le laissent présager les progrès remarquables dans la lutte contre la pauvreté, l'accès à la santé, la mise en place des infrastructures et la production agricole. Mais, a reconnu le Roi Mswati III, ces domaines sont toujours des défis auxquels il faut ajouter ceux liés à l'accès à l'éducation, à l'égalité entre les sexes et au contrôle du paludisme, sans oublier l'urgence qu'il y a à accélérer les progrès dans la lutte contre le VIH/sida et l'amélioration de la santé infantile et maternelle. Même les progrès en matière de lutte contre la pauvreté ont été ralentis par la crise financière internationale.

Pour soutenir les efforts que le pays ne cesse de déployer dans tous ces domaines, le Roi du Swaziland a plaidé pour un financement extérieur et pour le transfert de technologies écologiquement saines. La création d'emplois, essentiellement pour les jeunes, reste problématique, a-t-il reconnu, en exprimant toute sa confiance envers les Nations Unies.

M. MIKHEIL SAAKASHVILI, Président de la Géorgie, a déclaré qu'il était venu à New York pour partager les espoirs de son pays et fustiger le fatalisme ambiant de certains. « Si l'Occident est démodé, pourquoi des millions de Polonais, de Tchêques, d'Estoniens et de Roumains chérissent autant le jour où ils ont adhéré à l'OTAN et pourquoi des millions d'Ukrainiens, de Géorgiens, de Moldaves frappent-ils si désespérément à la porte de l'Union européenne? » s'est demandé le Président géorgien. Parce que la liberté restera toujours le moteur et l'horizon de l'histoire, a-t-il répondu. Il a regretté que les pays d'Europe orientale, dont l'Arménie, la République de Moldova, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan, qui aspirent à rejoindre les nations libres et démocratiques de la famille européenne, font face à des pressions et des menaces constantes, alors que la Géorgie est occupée. « Tout cela, parce qu'un vieil empire essaye de regagner ses frontières perdues », a-t-il dit en ajoutant que la Fédération de Russie n'avait aucun intérêt à avoir des États stables autour d'elle. Il a dit que la Fédération de Russie ne souhaitait ni l'avènement d'un État moderne en Azerbaïdjan, ni une Arménie forte, parce que le maintien d'une situation de conflit est le meilleur moyen de bloquer l'intégration de ces deux pays dans l'espace européen. L'Ukraine fait face à des pressions constantes tandis que l'annexion de la Géorgie se poursuit, a-t-il fait observer.

Malgré les déclarations amicales publiées par le nouveau Gouvernement géorgien, les militaires russes continuent d'avancer leurs positions en Géorgie en divisant des communautés avec des barbelés. En menaçant l'économie géorgienne et en se déplaçant vers l'oléoduc Bakou-Soupsa et la principale autoroute de Géorgie, les forces russes remettent en question la stabilité même de notre pays, a ajouté le Président géorgien.

Par ailleurs, M. Saakashvili a soutenu que les efforts pour repousser les avancées de l'Union européenne et de l'OTAN dans la région devenaient de plus en plus intenses. Il a déclaré que ces efforts se résumaient aujourd'hui au projet d'Union eurasiatique imaginé par Vladimir Putin comme une alternative à l'Union européenne. Il a regretté que l'intégration européenne et euro-atlantique exige autant d'efforts, en s'inquiétant des risques de voir certains pays renoncer à cause de pressions de plus en plus fortes. L'Union eurasiatique est un projet d'anciens officiers du KGB, a-t-il affirmé, avant de saluer la qualité des sociétés européennes dans lesquelles la méritocratie a la primauté sur le népotisme. Le Président de la Géorgie a qualifié l'Union européenne du plus grand succès politique de ces dernières décennies. Il a indiqué que l'Union européenne s'appuyait sur trois piliers que sont le rejet du nationalisme extrême, le rejet du communisme et le rejet du colonialisme et de l'impérialisme, alors que l'Union eurasiatique s'appuie sur l'intolérance dans le seul but de faire revivre un vieil empire.

Aucun critère social, économique ou politique n'est nécessaire pour adhérer à l'Union eurasiatique et la passivité et la médiocrité sont les seuls critères, a estimé M. Saakashvili. Aucun empire n'est viable aujourd'hui, pas plus que l'« empire russe », a-t-il rappelé, en ajoutant que la Fédération de Russie deviendra tôt ou tard un pays, démarqué par des frontières et non plus des « marges ». Il a estimé que « lorsque Vladimir Poutine disparaîtra de la politique dans quelques années, les Russes s'en rappelleront comme d'un fantôme d'une vieille époque, de l'époque de l'empire, de la corruption et de l'oppression ». La Fédération de Russie ne sera alors plus un empire mais un État-nation normal. Le Président géorgien a appelé à investir plus dans le Partenariat oriental lancé par l'Union européenne en réponse à l'invasion de la Géorgie en 2008. En outre, il a mis l'accent sur les projets que son pays a lancés pour renforcer les

contacts entre le Nord et Sud-Caucase. Enfin, il a dit combien il était fier de la maturité et de la bravoure du peuple géorgien et des sacrifices concédés, avant d'ajouter que la route vers la liberté, l'unité régionale et l'intégration européenne était encore longue.

M. EMANUEL MORI, Président et Chef du Gouvernement des États fédérés de Micronésie, a affirmé que tout programme de développement pour l'après-2015 devrait dépasser la seule question de la réponse aux besoins humains élémentaires. « Il devra se concentrer ainsi sur le développement durable et proposer une dynamique de mise en œuvre intégrée de celui-ci ». « La coopération et l'assistance internationales sont essentielles en vue d'encourager la réalisation d'un développement durable global », a-t-il poursuivi, avant d'aborder les questions relatives aux changements climatiques.

Le Président a rappelé que le développement et la protection de l'environnement étaient étroitement liés, en rappelant qu'aucun pays ne pouvait développer son économie sans dégrader son capital naturel. « Nous sommes tous tenus de trouver les moyens de réduire les dommages causés à la Terre nourricière par les activités de l'homme, en particulier celles provoquant des émissions de gaz à effet de serre », a-t-il déclaré. Il a ainsi plaidé pour l'adoption en 2015 d'un accord complet sur les changements climatiques imposant des engagements juridiquement contraignants en matière d'atténuation. « Je réitère l'espoir que le monde saura s'attaquer à la dangereuse croissance des gaz à effet de serre, en réduisant l'utilisation de ces produits chimiques, conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ». « Une telle réduction renforcera la confiance et donnera un nouvel élan en faveur d'une action future significative en matière de lutte contre le réchauffement », a estimé le Président Mori.

À l'instar de son homologue des Palaos, il a par ailleurs demandé d'établir un objectif de développement durable qui soit spécifique à la gestion durable et responsable des océans dont les bénéficiaires, en particulier ceux tirés de la pêche, profiteraient au plus grand nombre tout en préservant l'environnement marin. Enfin, M. Mori a invité les États de la région à suivre l'exemple de la Micronésie, en mettant en œuvre des politiques énergétiques visant à réduire de manière drastique la dépendance au combustible fossile.

M. CARLOS MAURICIO FUNES CARTAGENA, Président d'El Salvador, a dressé le bilan des difficultés rencontrées, au cours de ces dernières années, par son pays, lequel connaissait, en 2009, une croissance économique négative. Cela ne résultait pas seulement de la crise, mais aussi de plusieurs décennies de mise en œuvre de modèles économique et social qui excluaient la grande majorité et qui favorisaient les injustices, a-t-il expliqué.

À partir de 2009, le Gouvernement salvadorien a fait des OMD sa feuille de route et mené des politiques de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale. Le Président s'est prévalu de grands progrès accomplis notamment dans l'élimination de la pauvreté et de la faim. El Salvador a déjà atteint l'objectif de réduction des foyers vivant dans la pauvreté extrême et réalisé de grandes avancées dans l'accès à l'éducation. La population active est maintenant alphabétisée à près de 100%, contre seulement 85% il y a 20 ans, a affirmé M. Cartagena Funes.

Le Président d'El Salvador a également fait part des progrès réalisés en matière de santé, avec une forte réduction de la mortalité maternelle. Il a également mentionné la gratuité des consultations de santé qui a entraîné une hausse de 40% des demandes de consultation. Le meilleur accès à l'eau potable fait également partie des progrès en matière de santé, a-t-il ajouté, avant de parler aussi des efforts en matière de fourniture de services d'assainissement.

El Salvador traverse une période de grands changements, a indiqué M. Cartagena Funes qui a mentionné notamment le nouveau modèle économique adopté. La capacité agricole du pays est considérée comme le moteur central du développement économique, a-t-il dit. Le Président a parlé du Plan d'agriculture familiale, qui bénéficie aux petits et moyens exploitants agricoles, et du programme qui donne aux enfants scolarisés une alimentation saine venant de la production agricole.

Le Président a ensuite fait part des efforts entrepris dans le pays pour faire face aux problèmes de violence et de trafic de stupéfiants, qui ont abouti, a-t-il dit, à une forte réduction du nombre d'homicides. El Salvador, qui est situé dans une région exposée à des risques de catastrophes naturelles, est vulnérable et, de ce fait, ses efforts de développement sont affaiblis.

Le Président a aussi cité ce qui est fait dans son pays pour édifier une société juste et démocratique, en particulier en promouvant les droits des femmes. La lutte contre la violence à l'égard des femmes fait partie de ces efforts, a-t-il indiqué, en détaillant les initiatives prises dans ce domaine. Le Gouvernement a également entamé un processus de réconciliation sans précédent dans son histoire en reconnaissant les atrocités commises.

M. Cartagena Funes a enfin appelé à changer le système économique mondial basé sur la spéculation financière et le consumérisme. Il a demandé que la coopération internationale contribue à l'amélioration des capacités productives des pays en développement. Enfin, le Président salvadorien a exprimé son soutien à Cuba et demandé la levée du blocus imposé à ce pays.

M. TOMMY ESANG REMENGESAU, Président de la République des Palaos, a déclaré d'emblée que « notre catastrophe climatique est d'ores et déjà programmée si nous échouons ». « Il nous revient, en tant que dirigeants, de prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer la menace actuelle », a-t-il ajouté, en assurant l'Assemblée générale de la détermination de son pays à discuter avec les pays développés des moyens à privilégier pour mettre rapidement en œuvre les engagements en matière d'atténuation. Il a expliqué que les Palaos appuyaient les principes de la Déclaration de Majuro sur les changements climatiques, qui appelle à la définition d'objectifs de réduction réalistes.

M. Remengesau a ensuite fait plusieurs propositions. Il a, par exemple, plaidé pour la nomination d'un représentant spécial sur le climat et la sécurité et la création d'un groupe de travail dirigé par le Secrétaire général, et qui serait chargé d'évaluer la capacité de réponse des Nations Unies aux défis sécuritaires posés par le réchauffement de la planète. « 2014 doit être une année ambitieuse », a-t-il insisté, en rappelant que les Palaos accueilleront le quarante-cinquième Forum des îles du Pacifique: « Cette session du Forum doit être l'occasion de bâtir sur la Déclaration de Majuro et de donner un coup d'accélérateur à nos actions », a-t-il dit.

M. Remengesau s'est attardé sur les questions relatives au développement durable, en précisant que les Palaos s'efforçaient d'honorer les engagements pris de fournir, d'ici à 2020, 20% de son énergie à partir de l'exploitation de sources d'énergies renouvelables, et de réduire sa consommation globale d'énergie en intensifiant les efforts de conservation. Le Président des Palaos a également mis en avant les progrès réalisés par son pays au titre du Défi de la Micronésie, qui exhorte les États à renforcer la protection des ressources terrestres et minérales proches des côtes.

Concernant les objectifs de développement durable, qui seront lancés l'année prochaine à l'ONU, M. Remengesau a demandé que l'un d'entre eux porte exclusivement sur la gestion durable des océans. « Les océans couvrent les deux tiers de la planète et relient 90% de la population mondiale. Un milliard d'individus vivent des activités de la pêche », a-t-il fait remarquer, en affirmant que « la santé des océans est inextricablement liée à celle de notre culture, de nos sociétés et de nos économies ». Le Président des Palaos a aussi jugé important que l'un des objectifs de développement durable vise une meilleure prise en charge des maladies non contagieuses, à l'origine des deux tiers des près de 60 millions de décès mondiaux annuels. « Il faut, a-t-il préconisé, intensifier la lutte contre la consommation de tabac, un enjeu qui était absent des OMD. »

M. IKILILOU DHOININE, Président des Comores, a rappelé que l'Organisation des Nations Unies avait fixé les règles de la décolonisation de tous les territoires sous le joug colonial et tracé le cheminement ainsi que l'accompagnement pour les peuples qui se seraient libérés.

Néanmoins, il a jugé regrettable que, 68 ans après sa création et après l'adoption de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale constate encore, aujourd'hui, qu'il reste un petit État insulaire, l'archipel des Comores, sous domination d'un autre État, une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité, autrement dit la France. Et pourtant, a-t-il ajouté, l'ONU s'est prononcée, sans équivoque, en faveur de l'indépendance de l'archipel des Comores.

M. Dhoinine a expliqué que, depuis le 6 juillet 1975, date à laquelle l'archipel des Comores avait accédé à la souveraineté, les Comoriens n'avaient cessé de réclamer l'application du droit international, mais en vain. C'est ainsi, a-t-il dit, que la circulation des personnes entre les îles de l'archipel, un droit inaliénable, est entravée par une décision incompréhensible et inadmissible des autorités françaises qui ont imposé, en 1994, un visa entre Mayotte et les trois autres îles comoriennes. Ce visa a entraîné la mort de près de 10 000 Comoriens, faisant du bras de mer qui sépare Mayotte des autres îles, a-t-il assuré, le plus grand cimetière marin du monde. « Notre conscience commune nous oblige à agir vite », a-t-il déclaré.

Le Président comorien a souligné avoir compris, après une première rencontre avec son homologue français, M. François Hollande, à Kinshasa, en marge du Sommet de la Francophonie, que les nouvelles autorités françaises étaient disposées à trouver, enfin, une issue à la problématique comorienne. La France d'aujourd'hui, a-t-il estimé, est prête à endosser son rôle historique, conforme à un État respectueux du droit international.

M. Dhoinine s'est également associé aux autorités et au peuple maliens, ainsi qu'au continent africain en général, pour remercier les autorités françaises d'avoir pris la décision responsable de faire en sorte que les Forces armées tchadiennes et celles des pays de la région ouest-africaine se joignent aux Forces armées françaises pour que ce pays recouvre son unité et son intégrité territoriales.

Il a dit en outre avoir accueilli avec une grande satisfaction l'invitation de M. Hollande à effectuer une visite de travail en France afin d'entamer des négociations sérieuses pour donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales, notamment sur la question de l'île comorienne de Mayotte.

M. EVO MORALES AYMA, Président de la Bolivie, a déclaré que les délégations réunies à l'Assemblée générale peuvent exprimer leurs divergences profondes en ce qui concerne la vie, la paix et la démocratie. Au cours de près de huit années de présidence, et malgré la crise économique et financière de certains pays « exagérément » industrialisés, M. Morales a assuré qu'il avait réduit la pauvreté et éliminé la pauvreté extrême en Bolivie. Un million de Boliviens, soit 10% de la population nationale, font désormais partie de la classe moyenne. La malnutrition chez les enfants âgés de moins de 5 ans a été réduite, de même que la mortalité maternelle et infantile. Il n'y a plus d'analphabétisme et l'accès à l'eau potable dans les zones rurales a été amélioré.

Ces progrès ont été réalisés parce que la Bolivie est « un État digne et souverain », a martelé le Président Morales. Auparavant, la Bolivie était soumise à l'empire nord-américain, au Fonds monétaire international (FMI) et aux entreprises multinationales. Grâce à la nationalisation des hydrocarbures, qui appartiennent aux Boliviens, et aux luttes sociales, la rente pétrolière devrait atteindre 5 milliards de dollars par an.

La Bolivie travaille sur « un ordre du jour patriotique pour 2025 », a expliqué M. Morales, soit 200 ans après la proclamation de la République. Il a ensuite fait référence à l'invasion du Chili en 1879, à la suite de laquelle le pays a perdu son accès à la mer. La Bolivie, a-t-il insisté, « ne renoncera jamais à son droit souverain à avoir accès à l'océan Pacifique ». Après avoir relevé des contradictions dans diverses déclarations du Chili à ce sujet, le Président a indiqué qu'il saisissait la Cour internationale de Justice (CIJ) pour qu'elle demande au Chili de négocier de bonne foi pour résoudre ce problème. Il s'agit là d'une preuve de respect et de confiance de la Bolivie envers les mécanismes de règlement pacifique des différends.

M. Morales a ensuite dénoncé « certaines puissances qui encouragent les guerres et interviennent militairement sans respecter le rôle des organisations internationales ». Il a émis des doutes sur la capacité des États-Unis de parler de démocratie alors que leurs services secrets « agissent en violation des droits de l'homme », en espionnant leurs propres alliés et l'ONU. Pour lui, on ne combat pas le terrorisme par des interventions militaires unilatérales, mais avec des politiques sociales, davantage de démocratie, de justice et d'éducation.

« Il ne peut pas y avoir de seigneur du monde », a affirmé le Président bolivien. Les guerres profitent à certains qui s'approprient ensuite les ressources naturelles. « La guerre en tant qu'entreprise relève du capitalisme. » Évoquant le conflit en Syrie, il s'est interrogé sur le rôle de ceux qui possèdent réellement la plus grande quantité d'armes de destruction massive. La lutte contre le trafic de drogues est, selon lui, un autre « instrument de domination ».

Enfin, le Président Morales a dit qu'il s'était « senti en situation d'insécurité en venant à New York ». Le Siège des Nations Unies doit être situé « dans un pays qui a ratifié tous les traités, ce qui n'est pas le cas des États-Unis », a-t-il fait remarquer. Dénonçant « les chantages concernant l'octroi de visas d'entrée sur le territoire américain », il a estimé qu'il faudrait peut-être déplacer le Siège de l'ONU. « Le Président Obama a dit qu'il avait été élu pour mettre fin aux guerres », a-t-il rappelé, avant de faire observer que, « tant qu'il aura le capitalisme et l'impérialisme, il n'y aura jamais de paix, de justice et d'égalité ».

M. ALI ZEIDAN, Premier Ministre de la Libye, a déclaré que le peuple libyen avait fait un pas en direction d'un État démocratique moderne en assurant le succès des élections du 7 juillet 2012 et la formation d'un Congrès national. Il a ajouté que le Gouvernement intérimaire travaillait, en cette période de transition, à mettre en œuvre dans les délais impartis les priorités et réformes des institutions, notamment de la police, de l'armée et de la justice. Il a assuré que le peuple Libyen sera toujours reconnaissant pour les efforts et l'appui des Nations Unies. Il a particulièrement rappelé l'adoption, le 21 novembre 1949, d'une résolution sur l'indépendance de la Libye, et plus récemment des résolutions 1970 et 1973 de 2011 en réponse à la détresse du peuple libyen. Il a salué la création de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye qui prolonge les efforts des Nations Unies en soutien au processus de démocratisation, de la réconciliation nationale et de la restructuration des institutions nationales.

La Libye, a indiqué son Premier Ministre, est confrontée à de nombreux problèmes liés à l'immigration illégale. Il a appuyé toute initiative de coopération visant à limiter ce phénomène, en prenant en compte le respect de la souveraineté nationale, la dignité et les droits des migrants. Il a salué la qualité de la coopération de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avec la Libye et l'appui de l'Union européenne pour aider son pays à sécuriser ses frontières. La Libye, a-t-il rappelé, avait accueilli en mars 2012 la Conférence ministérielle régionale sur la sécurité des frontières qui s'est conclue par l'adoption du Plan d'action de Tripoli sur la coopération relative aux frontières. Le Premier Ministre a ajouté que la ville de Ghadames avait, pour sa part, accueilli, le 12 janvier 2013, une réunion sur le renforcement de la coopération entre la Libye, l'Algérie et la Tunisie afin de mieux répondre aux défis posés par les développements au Sahel et dans la région du Sahara.

Par ailleurs, il a déclaré que la Libye attachait une grande importance à la question des droits de l'homme et travaillait à amender toute loi en contradiction avec ces principes. Il a aussi souligné la volonté de son pays d'examiner tous les instruments de désarmement auxquels il n'avait pas encore adhéré. La Libye appuie pleinement tous les efforts internationaux visant à créer des zones exemptes d'armes de destruction massive, a-t-il dit par ailleurs. Son pays, a-t-il affirmé, a adhéré à la plupart des instruments relatifs à la lutte contre le terrorisme. Mettant l'accent sur « la tragédie du peuple palestinien » qui se perpétue depuis six décennies, le Premier Ministre libyen a exhorté la communauté internationale à prendre ses responsabilités, à permettre à la Palestine de devenir un État indépendant avec Jérusalem comme capitale. Il a appelé le Conseil de sécurité à mettre fin à l'effusion de sang en Syrie en adoptant une position en accord avec le principe de la responsabilité de protéger et la communauté internationale à mettre un terme à la tragédie de la minorité musulmane au Myanmar.

Mme KAMLA PERSAD-BISSESSAR, Premier Ministre de la République de Trinité-et-Tobago et Présidente en exercice de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a constaté que tous les pays ont enregistré d'importants progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) depuis leur adoption en 2000. Si son pays a relevé les défis des OMD dans presque tous les domaines, d'autres pays accusent des retards. Ces délais sont en partie imputables à une aide au développement internationale insuffisante, mais également au fait que les pays développés n'aient pas suffisamment réformé leurs systèmes commerciaux et fiscaux et leurs politiques de transparence, a-t-elle affirmé, en ajoutant qu'on n'avait pas non plus accordé suffisamment d'attention à la régulation des marchés financiers et des matières premières internationales. Ce qu'il faudrait aujourd'hui ce sont des réformes tant au plan national qu'aux plans régional et international, a déclaré le Premier Ministre. Elle s'est félicitée de l'adoption, aujourd'hui, au Siège de l'ONU, de la Déclaration sur la réaffirmation des engagements en faveur de la réalisation des OMD d'ici à 2015 et de la décision de lancer un processus intergouvernemental en vue de parvenir à un accord sur le programme de développement pour l'après-2015. Ce programme devrait, a-t-elle dit, avoir une « architecture plus inclusive » qui permettrait à tous d'atteindre les objectifs de développement durable dans le monde.

M. MARIANO RAJOY BREY, Président du Gouvernement de l'Espagne, a rappelé que son pays était le sixième contributeur au budget de l'ONU et annoncé son intention de servir les aspirations des Nations Unies au sein du Conseil de sécurité pour les années 2015 et 2016. Il a également rappelé que 130 000 soldats espagnols avaient participé aux opérations de maintien de la paix et humanitaires des Nations Unies depuis 1989.

Il s'est ensuite félicité que le Mali ait recouvré son intégrité territoriale, « un succès indéniable » dont la communauté internationale peut être légitimement fière. « À plus long terme, nous devons continuer à appuyer les efforts de développement dans tout le Sahel, seule stratégie à même de promouvoir la sécurité, la démocratie et la prospérité dans la région », a-t-il affirmé. M. Rajoy Brey a ensuite détaillé les liens étroits qui existent de longue date entre son pays et le continent africain.

Abordant la crise syrienne, il a indiqué que son pays avait pris note de la proposition russo-américaine de placer sous contrôle international et de détruire l'arsenal d'armes chimiques syrien. Il est nécessaire, a estimé M. Rajoy Brey, que le Conseil de sécurité adopte une résolution établissant un cadre juridiquement contraignant interdisant l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. Il a ensuite réaffirmé la confiance de son pays dans le succès de la Conférence « Genève II », avant d'appeler les parties à faire montre d'une attitude constructive.

Concernant la question de Gibraltar, M. Rajoy Brey a regretté que le colonialisme anachronique du Royaume-Uni continue d'être une source de désagréments pour les citoyens de l'enclave. « J'appelle le Royaume-Uni à reprendre un dialogue bilatéral et à s'engager dans une coopération régionale », a-t-il déclaré. Concernant le Sahara occidental, il a affirmé que son pays soutenait une solution durable et acceptable par toutes les parties, qui permette au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre onusien.

Le Président du Gouvernement espagnol a plaidé, par ailleurs, pour des objectifs de développement durable qui soient clairement définis, tout en gardant à l'esprit qu'il reste un peu plus de deux ans pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Avant de conclure, il a insisté sur la réforme du Conseil de sécurité. Cette réforme, a-t-il fait remarquer, ne pourra être réalisée qu'avec un large consensus fondé sur les principes de responsabilité, de transparence et de coopération, afin que la légitimité des actions du Conseil soit renforcée.

Au plan national, Trinité-et-Tobago continuera à œuvrer à l'éradication de la pauvreté, ainsi qu'au développement d'une économie verte et à la mise en place d'un cadre pour la consommation et la production durables. Le Premier Ministre a insisté sur la nécessité de placer les personnes au cœur des politiques de développement, ce que reflète la politique nationale « Prospérité pour tous », adoptée par son

gouvernement. Elle a également mis l'accent sur la nécessité de reconnaître les spécificités des petits États insulaires en développement dans le contexte du développement durable. En tant que Président en exercice de la CARICOM, Mme Bissessar a également demandé aux États Membres de tenir compte de la question de petits pays à revenu moyen et fortement endettés, catégorie dont certains pays membres de la CARICOM font partie.

Ces pays ont l'impression d'être pénalisés par leur succès relatif puisqu'ils ne font plus partie de l'espace économique qui leur permettait d'accéder à des financements concessionnels. Elle a estimé que le revenu par tête d'habitant ne constitue pas un indicateur fiable pour refléter toute la réalité économique des pays. Elle l'a qualifié d'indicateur « arithmétique » qui ne traduit pas les différents niveaux de pauvreté et la distribution des revenus ainsi que les niveaux d'endettement. Si l'on ajoute à cela l'impact des catastrophes naturelles et de la montée des eaux, la catégorie des pays à revenu moyen devient une illusion, a-t-elle affirmé avant d'exiger que cela soit pris en compte dans le contexte des petits États insulaires, ainsi que du Programme de développement pour l'après-2015. Les États de la CARICOM demandent aussi à la communauté internationale de soutenir leur appel pour revoir les critères stricts utilisés par les organismes financiers multilatéraux pour déterminer une aide. Ils attendent les résultats de la prochaine Conférence internationale des petits États insulaires qui aura lieu à Samoa, en septembre 2014.

M. AKIL AKILOV, Premier Ministre du Tadjikistan, adhère pleinement au thème de la présente session de l'Assemblée générale qui s'inscrit dans le prolongement de la Conférence Rio+20 sur le développement durable. Il a souhaité que le nouveau Forum politique de haut niveau pour le développement devienne une plateforme universelle effective pour un dialogue régulier et un examen périodique des progrès réalisés, ainsi que pour la définition et la coordination du programme d'action visant à promouvoir le développement durable. À ce propos, son pays soutient l'idée de définir des objectifs de développement durable axés sur la gestion des ressources en eau qui prévoit l'accès universel à l'eau potable; une gestion intégrée des ressources en eau aux plans national et régional; une meilleure gestion des eaux usées; un financement adéquat et des investissements dans les infrastructures liées à l'eau ainsi que le développement de nouvelles technologies et la mise en place de mécanismes mutuellement acceptés pour collecter et diffuser des données. Le Premier Ministre a rappelé que le Tadjikistan était à l'origine de la première résolution de l'Assemblée générale relative à l'eau et que cette année marquait le dixième anniversaire de l'Année internationale de l'eau. De plus, l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, également initiée par son pays en 2010, vise à promouvoir le dialogue sur cette question. Cette idée, a-t-il ajouté, a été reprise lors de la Conférence internationale de haut niveau sur la coopération dans le domaine de l'eau, organisée par le Gouvernement tadjik à Dushanbe, en août 2013. La gestion des ressources en eau est centrale pour le programme de développement pour l'après-2015, a-t-il rappelé.

Le Premier Ministre a également mis l'accent sur la nécessité de l'accès universel et fiable à l'énergie pour tous pour pouvoir réaliser les objectifs de développement. La Décennie internationale de l'énergie durable, qui commence en 2014, devrait offrir une opportunité pour la mise en œuvre pratique de cet aspect. Pour le Tadjikistan, il est crucial d'encourager et de promouvoir tous les moyens possibles pour augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation mondiale énergétique et de favoriser les transferts technologiques dans ce domaine. L'accent est mis sur l'énergie hydraulique, a-t-il précisé.

Par ailleurs, le développement suppose aussi un nouveau partenariat mondial et davantage de coopération régionale, a estimé le Premier Ministre. Son pays, a-t-il assuré, appuie les efforts de la communauté internationale et du Gouvernement afghan pendant la phase de transition, de réconciliation et de reconstruction de l'Afghanistan. Le développement économique et social est la clef d'une paix durable en Afghanistan, a-t-il dit. C'est pourquoi, il a appelé la communauté internationale à lui fournir l'aide nécessaire dans ces domaines. De plus, le Tadjikistan est favorable à la pleine intégration de l'Afghanistan dans le processus pluridimensionnel de coopération régionale. Après avoir intensifié ses interactions avec les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme au cours de ces dernières années, le Tadjikistan a décidé de présenter sa candidature pour un siège au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2015-2017, a annoncé le Premier Ministre.

M. PIERRE MOUKOKO MBONJO, Ministre des relations extérieures du Cameroun, a tout d'abord condamné les actes terroristes au Kenya. Sur une note plus optimiste, il a salué la sortie de crise au Mali, qui a abouti à l'élection démocratique du Président Keïta.

Abordant ensuite la question des Objectifs du Millénaire pour le développement, il a indiqué que le Cameroun ne pourra pas réaliser pleinement tous les objectifs avant la date butoir de 2015. Il a expliqué que dans le domaine de la santé, son pays était resté engagé dans la lutte contre le VIH/sida, ce qui s'est traduit par une baisse considérable du taux de séroprévalence en passant de 10,5% en 2000, à 4,3% en 2012. Les progrès dans le domaine de l'éducation sont également un « réel motif de satisfaction » pour le Cameroun, qui se traduit notamment par l'amélioration des taux de scolarisation des filles et du ratio élève/enseignant ainsi que par un taux brut de scolarisation de près de 100%. « Malheureusement ces progrès cachent mal le peu d'avancées réalisées concernant les autres Objectifs du Millénaire et les engagements pris en 2010 pour accélérer leur réalisation n'ont pas donné les résultats escomptés », a déclaré le Ministre. C'est la situation dans laquelle se trouvent la plupart des pays en développement, a-t-il fait observer. Cette réalité illustre, selon lui, la nécessité d'approfondir la réflexion amorcée depuis la Conférence Rio+20 sur le cadre de développement pour l'après-2015 et de « planter le décor du programme de développement post-OMD ». La réalisation des OMD s'est heurtée à des difficultés conjoncturelles difficiles à appréhender comme les changements climatiques, la crise financière internationale et l'insécurité alimentaire, mais aussi à des difficultés de fond qui appellent des interrogations sur la formulation des OMD. « Avons-nous été trop ambitieux? L'échéance 2015 était-elle réaliste? Nous sommes-nous dotés des moyens nécessaires et n'aurait-il pas fallu un mécanisme efficace d'accompagnement des États? A-t-il demandé.

Même si tous les OMD ne peuvent être atteints d'ici à 2015, il convient de reconnaître que cette feuille de route aura permis la réalisation d'avancées certaines dans plusieurs domaines et ces acquis doivent être préservés dans le programme de développement pour l'après-2015, a souligné M. Moukoko Mbonjo. Ce programme devra en outre tenir compte du point de vue des populations des pays en développement qui en sont la cible prioritaire. C'est pourquoi, il a félicité l'ONU pour avoir initié un processus large et inclusif de consultations, en précisant que le Cameroun en avait fait de même pour recueillir des recommandations pour le cadre post-2015. Ces recommandations s'inscrivent dans la continuité des OMD par le renforcement des actions à entreprendre en vue d'un accès universel à l'éducation primaire, d'une réduction de la mortalité maternelle et infantile et d'une amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, a-t-il expliqué. Le programme devra également mettre un accent particulier sur la création d'emplois décents comme moteur de croissance économique et de développement. Le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi, adopté en 2010, s'inscrit dans le cadre d'une vision partagée du développement du Cameroun à l'horizon 2035, a-t-il indiqué.

Pour s'assurer que les nouveaux objectifs de développement seront atteints à l'échéance fixée, il faudrait que les initiatives nationales soient appuyées par un partenariat mondial efficace, a estimé le Ministre. Il a également préconisé une réforme du système économique et financier international et la mise en place d'un fonds d'appui à la mise en œuvre du nouveau programme de développement, et d'un mécanisme de suivi périodique à l'échelle internationale et régionale de la réalisation de chaque objectif.

M. ESPEN BARTH EIDE, Ministre des affaires étrangères de la Norvège, a vanté les mérites de la coopération multilatérale. De la Somalie au Mali, a-t-il reconnu, l'Union africaine joue un rôle important qui doit être appuyé. Ces dernières années, la Norvège a œuvré avec le peuple colombien pour jeter les bases d'une paix durable entre le Gouvernement de la Colombie et les FARC.

La Norvège et les États de l'Arctique ont renforcé leur coopération dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, a souligné M. Eide. Au début de 2013, la Norvège a accédé au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est. La Chine, le Japon, l'Inde, la République de Corée et Singapour ont ensuite rejoint le Conseil de l'Arctique, a-t-il précisé.

« Là où je vis, j'observe de près le réchauffement climatique », a expliqué le Ministre. La fonte de la calotte glaciaire polaire nous rappelle notre responsabilité partagée pour sauver le climat de la planète.

Alors que l'océan Arctique s'ouvre aux activités humaines, il faudrait trouver des stratégies pour bien gérer ce nouveau passage maritime entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord.

Par ailleurs, M. Eide a rappelé que les Accords d'Oslo avaient été signés il y a exactement 20 ans. Depuis que les dirigeants palestiniens et israéliens sont retournés à la table des négociations, l'espoir est revenu pour trouver un règlement qui prévoit la réalisation de la vision de deux États. « Il s'agit peut-être là de la dernière chance, une chance qui ne peut pas être manquée », a-t-il insisté.

La solution à la crise syrienne doit être politique, a affirmé ensuite le Ministre norvégien des affaires étrangères. L'utilisation d'armes chimiques est inacceptable et constitue une violation du droit international. Les auteurs de ces atrocités doivent être traduits en justice, a-t-il insisté, en ajoutant que la Cour pénale internationale (CPI) doit être saisie pour connaître des actes commis. À l'inverse de ceux qui ont critiqué l'ONU pour son incapacité à agir en Syrie, M. Eide a estimé qu'il ne faudrait pas perdre de vue les nombreuses réalisations de l'Organisation.

Pour faire face à la diminution des ressources budgétaires, « nous devrions assurer au Secrétaire général plus de souplesse », a fait valoir M. Eide. Le rôle de l'Assemblée générale est de guider et non pas de faire de la microgestion, a-t-il rappelé avant de conclure.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel